

Master Droit, Economie, Gestion

Mention : Droit public

Parcours : Droit public financier

Présentation	
<p>Nature</p> <p>Diplôme national</p> <p>Niveau de recrutement</p> <p>Bac + 3, Bac + 4</p> <p><u>Conditions d'admission</u></p> <p>Durée de la formation</p> <p>2/4 semestres</p> <p>Lieu(x) de formation</p> <p>Campus de Nanterre, Site de La Défense (PULV)</p> <p>Stages</p> <p>Non</p>	<p>Accessible en</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Formation initiale</u> • <u>Formation continue</u> <p>Modes d'enseignement</p> <p>En présentiel</p>

La vocation de ce Master 2 est de permettre l'acquisition et l'approfondissement de connaissances solides en droit public dans la perspective d'un projet professionnel orienté vers les métiers de la gestion publique. L'obtention du diplôme permettra ainsi d'être recruté comme contractuel par des collectivités publiques ou parapubliques pour exercer des fonctions d'encadrement et de responsabilité ou de présenter des concours de la Fonction publique. Un stage de deux mois minimum permet aux étudiants de s'initier notamment aux métiers de l'administration de l'Etat, dans une collectivité locale, dans un cabinet d'avocats fiscalistes par exemple en vue de la préparation du CRFPA ou dans une entité de droit privé (entreprise) entretenant des relations étroites avec la s p h è r e p u b l i q u e .

Dans le cadre de la préparation aux concours, ce Master 2 offre ainsi la possibilité de maîtriser les savoirs techniques propres aux épreuves des concours de la fonction publique (dissertation et note de synthèse par exemple). Parmi les concours de catégorie A, la formation cible plus particulièrement les concours organisés par le ministère de l'économie et des finances (inspecteur des finances publiques, inspecteur de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, inspecteur des douanes...) et, en association avec l'IPAG (admission parallèle), assure une préparation au concours des Instituts régionaux d'administration (I.R.A.) et autres concours de la fonction publique étatique, territoriale et hospitalière.

Ce Master 2 offre aussi l'opportunité de développer des recherches dans une des nombreuses branches du droit public financier (droit budgétaire, droit de la comptabilité publique, droit fiscal). Les enseignements proposés vont accompagner les étudiants dans la formulation de leur raisonnement juridique à partir de l'analyse des problématiques actuelles propres à la discipline financière qui connaît un profond renouvellement depuis notamment l'entrée en vigueur de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Pour ceux qui désirent approfondir leurs recherches, l'inscription en thèse de doctorat peut constituer la suite logique de l'obtention de ce diplôme et le début d'un parcours vers les métiers universitaires. Mais, plus largement, l'expérience montre que les compétences acquises dans le cadre d'une formation à la recherche (telles que la rédaction d'un mémoire) constituent des atouts précieux pour une insertion professionnelle réussie dans le secteur public. Les organismes publics et parapublics (EPIC, SEM...) mais aussi le secteur privé avec les thèses sous convention CIFRE apprécient les collaborateurs ou consultants qui manifestent de réelles aptitudes pour la rédaction, l'analyse et la synthèse dans un domaine juridique qui nécessite des compétences techniques très r e c h e r c h é e s .

Le Master 2 a pour particularisme de s'appuyer sur les compétences d'un certain nombre de membres des juridictions administratives, Conseillers d'Etat et magistrats, qui y enseignent aux côtés des enseignants-chercheurs titulaires, Professeurs et Maîtres de conférences, spécialistes reconnus dans leur champ

disciplinaires respectifs. De la même manière, ce Master 2 bénéficie de l'apport de professionnels ayant rang de Professeurs associés à l'Université. Les relations établies avec l'IPAG permettent par ailleurs d'accentuer encore cette ouverture importante sur l'administration en général et les fonctions publiques en particulier, en offrant aux étudiants l'opportunité d'être formés aux techniques de sélection propres aux concours par des intervenants qui les mettent en œuvre et les pratiquent au quotidien

Spécificités

Structuration générale de la Mention Droit public:

En M1 : Un parcours unique Droit public vous offre différents choix en vue de la spécialisation de M2

En M2 : Vous pouvez, au sein de la mention, vous spécialiser dans un des 4 parcours suivants :

1/« Droit public financier »

2/« [Droit public général](#) »

3/« [Droits de l'homme](#) »

4/« [Droit des technologies numériques et société de l'information](#) »

Admission

Publics

Niveau de recrutement : Bac + 3, Bac + 4

Formation(s) requise(s)

Conditions d'admission

- Vous êtes étudiant(e) en formation initiale :

Accès au M1 : Le M1 est accessible de plein droit aux étudiant-e-s titulaires de la Licence de Droit de l'Université Paris Nanterre en 2018-2019; il est également accessible à des étudiant-e-s issu-e-s d'autres formations (sur avis de la commission pédagogique), ainsi qu'aux salariés et aux demandeurs d'emploi en formation continue (voir infra).

Vous trouverez les conditions d'admissions, modalités et critères de recrutement par formations, dans l'encadré "Candidatures 2019-2020", en bas à droite. Sélectionnez M1 ou M2 suivant votre niveau puis l'UFR et l'intitulé de votre formation. Retrouvez les dates d'inscription sur e-Candidat : <https://ecandidat.parisnanterre.fr/#!accueilView> (menu à gauche "Offre de formation", sélectionnez la formation).

- Vous êtes un(e) adulte en reprise d'études (formation continue) :

L'équipe du SFC est à votre disposition pour vous aider à :

1/ **identifier les différents dispositifs de validation** qui vous permettent d'entrer dans cette formation ou d'obtenir ce diplôme (VAE/VES) (cf. supra, rubrique Admission).

2/ **connaître les multiples dispositifs de financement** pour concrétiser votre projet (DIF/CPF, CIF, Contrat de professionnalisation, Période de professionnalisation, Plan de formation, Congé de formation professionnelle, Congé pour VAE, chéquier VAE, etc.).

3/ **monter un dossier de financement et obtenir des devis.** Pour en savoir plus sur ces procédures, rendez-vous sur le site du [SFC](#), rubrique : Contactez-nous pour remplir le [formulaire de contact](#)

- Les dispositifs de validation d'acquis à connaître :

Que vous soyez étudiant(e), salarié(e) ou demandeur d'emploi en formation continue, plusieurs dispositifs de validation vous permettent :

1/ d'entrer dans cette formation sans avoir le diplôme de niveau inférieur :

- Validation des Acquis Académiques (VAA)
- Validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels (anciennement VAPP)

2/ d'obtenir ce diplôme sans pour autant reprendre des études

- Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)
- Validation des Etudes Supérieures (VES)

[Pour en savoir plus sur ces dispositifs...](#)

Inscription

•

Programme

Vous trouverez ci-dessous la version abrégée de la formation. Le livret pédagogique est accessible dans l'encadré de droite "Supports pédagogiques formation tout au long de la vie"

▾ 1ère ANNEE - Semestre 1

UE Fondamentale (15 ects)

- Droit de l'urbanisme (avec TD)
- Droit des collectivités territoriales
- Droit des libertés fondamentales

UE Complémentaire (12 ects)

2 matières au choix :

- Contentieux constitutionnel
- Droit constitutionnel comparé
- Droit de la responsabilité internationale
- Droit fiscal international et européen
- Droit international et européen de l'environnement
- Droit parlementaire
- Histoire de l'administration
- Institutions politiques comparées

+ 1 matière au choix avec TD :

- Contentieux constitutionnel (avec TD)
- Droit de la responsabilité internationale (avec TD)

UE Langue vivante (4 ects)

1 matière au choix :

- European Governance
- International Economic Law

▾ 1ère ANNEE - Semestre 2

UE Fondamentale (15 ects)

- Contentieux administratif (avec TD)
- Droit des contrats publics (avec TD)
- Gestion publique

UE Complémentaire (9 ects)

2 matières au choix :

- Droit administratif comparé
- Droit administratif de l'Union Européenne
- Droit de la fonction publique
- Droit des nouvelles technologies, de l'information et de la communication
- Droit fiscal des affaires
- Epistémologie juridique
- Protection internationale des droits de l'Homme

- Théorie générale de l'Etat

UE Compétences/Préprofessionnalisation (4,5 ects)

- Méthodologie
- + *1 matière au choix* :
- Mémoire de recherche
- Stage et rapport de stage

▣ 2ème ANNEE - Semestre 3

UE Cours magistraux (18 ects)

- Droit budgétaire approfondi
- Droit fiscal approfondi

+ *1 au choix* :

- Droit constitutionnel approfondi
- Droit administratif approfondi

UE Séminaires (12 ects)

- Politique de l'emploi public et gestion des personnels
- Contentieux fiscal
- Droit fiscal européen & international

+ *1 au choix* :

- Théorie & pratique des contentieux publics
- Droit de la commande publique

▣ 2ème ANNEE - Semestre 4

UE Langue (3 ects)

- Anglais

UE Méthodologie (9 ects)

- Actualité du droit public et entraînement aux épreuves orales
- Exposé discussion

UE Professionnalisation (18 ects)

- Rédaction du mémoire de recherche ou du rapport de stage

+ *2 au choix* :

- Dissertation de culture générale – (mutualisées IPAG)
- Note sur dossier contentieux (concours TA-CAA)
- Note de synthèse & note administrative – (mutualisées IPAG)

+ *1 au choix* :

- Mémoire de recherche
- Stage de 2 mois minimum & rapport de stage

Débouchés

Année post-bac de sortie

Bac + 5

Débouchés professionnels

S e c t e u r s **d ' a c t i v i t é** :

Secteur public : État (DGFIP), collectivités territoriales, établissements hospitaliers, sanitaires et sociaux,

M é t i e r s

Inspecteurs des finances publiques // Conseillers de TA et CAA // Conseillers CRC // Avocats fiscalistes // Collaborateurs contractuels des secteurs publics ou parapublics

Mis à jour le 29 novembre 2019

▶ UFR de rattachement

[Droit et Science Politique \(DSP\)](#)

Paris Nanterre

ne Veil

ue de la République

anterre Cedex

ANTERRE

0 97 77 59

0 97 47 73

[et](#)

▶ CANDIDATURES 2019-2020

[Candidatures en M1](#)

[Candidatures en M2](#)

▶ ATTENTION

-contre correspond à notre ancienne offre de formation pour la période 20.

ouvelle offre de formation pour l'année 2020/2021 est consultable dès à [sur notre site dédié](#)

**Offre de
formation
2020-2021**

▶ Documents à télécharger

[- LICENCE](#)

[- MASTER](#)

[Graduate Courses - LICENCES](#)

[Graduate Courses - MASTERS](#)



www.univ-brest.fr/master-droit-economie-gestion-br-mention-droit-public-br-parcours-droit-public-financie